

JAB
CH-8031 Zurich
P.P. / Journal

Poste CH SA

Changements d'adresse:
GSsA, CP 1515, 8031 Zürich
gssa@gssa.ch

GSsA JOURNAL N° 138
MARS 2024

Organe d'échanges et de débats du Groupe pour une Suisse sans Armée

Dans les starting blocks pour lancer une nouvelle initiative

Nous préparons assidûment notre nouvelle initiative. Car nous n'avons plus de temps à perdre, la Suisse doit enfin signer le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). PAGE 2

Viola Amherd, présidente de la Confédération

Le F-35, les affaires de la RUAG, le surarmement insensé, le népotisme : malgré tous ces scandales, la cheffe du DDPS reste l'une des politiciennes les plus appréciées de Suisse. PAGE 3

Pour une paix juste

Les manifestations pour la paix à Zurich, Berne, Genève et Bâle, co-organisées par le GSsA, ont été un franc succès. Découvrez nos positions et nos discussions au sujet de la guerre entre Israël et Palestine. PAGES 2/6



À ne pas manquer !

MARCHE DE PÂQUES,

LE 1^{ER} AVRIL 2024

À BERNE

POUR LA PAIX ET LE DÉSARMEMENT !



Chères lectrices, Chers lecteurs,

Ce n'est pas comme si, il y a trois ans, la paix régnait dans le monde. Or, et cela peut paraître aberrant, à l'époque, l'idée d'une troisième initiative pour l'abolition de l'armée était soutenue par un nombre non-négligeable de personnes au sein de notre groupe lors de discussions internes. Lorsque l'initiative contre le F-35 a été lancée, il était évident que nous devions mettre nos activités pour l'abolition de l'armée sur pause. « Ce n'est que partie remise », que nous nous disions à l'époque. Or, environ six mois plus tard, le monde avait profondément changé. La guerre en Ukraine aurait été à l'origine d'une *Zeitenwende*, ce changement de paradigme annoncé par Olaf Scholz que nos opposant-es aiment à citer. C'est donc à regret que je dois constater qu'une Suisse sans armée reste, aujourd'hui, un objectif très éloigné. La guerre brutale à Gaza constitue un facteur additionnel qui rend nos objectifs politiques moins faciles à concrétiser. Cependant, grâce à notre travail quotidien et votre énorme soutien, chères lectrices, chers lecteurs, nous arrivons à défendre nos positions et à gagner du terrain – c'est là qu'un jour, nous pourrions semer les graines d'un monde plus pacifique. Dans ce numéro, nous nous pencherons en priorité sur les conflits actuels. Nous mettrons en lumière les erreurs commises, nos positions et les solutions que nous proposons pour plus de paix (pages 3, 4 et 6). Nous nous intéresserons également à l'actualité suisse et au surarmement, qui va bon train (pages 2, 3 et 5). Pour finir, nous vous informerons sur l'état des lieux de notre initiative sur la signature du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN). Nous aurons bientôt besoin de soutien pour « nous battre » pour la paix et le désarmement.

Au nom de toute l'équipe de rédaction, je vous souhaite excellente lecture,
Joris Fricker

Impressum

Equipe de rédaction : Anja Gada, Andreas Weibel, Fabio Briante, Kilian Bello, Joris Fricker, Josef Lang, Jonas Heeb, Lukas Burgi, Martin Parpan, Oger, Pauline Schneider, Roxane Steiger, Noemi Buzzi, Noëmi Holtz, David Croll

Abonnement : 20.– par an à verser au CCP 12-11508-2. Les membres du GSSA sont abonnés d'office. **Articles et lettres :** à adresser au secrétariat romand du GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, E-mail: gssa@gssa.ch **ISSN 1663-5701, Parait au minimum 4 fois par an.**

Tirage : 4'800 exemplaires **Impression :** ROPRESS, Zurich **Cartoons :** Oger **Maquette :** Regula Meili **Traduction :** Catherine Jost

Les courriers des lecteurs/lectrices sont bienvenus. Les éditeurs/trices se réservent le droit d'écourter les soumissions. Merci de nous informer des changements d'adresse, adresses incorrectes et / ou en double. Le contenu de ce journal est soumis à la licence Creative-Commons CC BY-ND-NC 4.0. À des fins non-commerciales, il peut être utilisé librement à condition que la source soit mentionnée.

MANIFESTATIONS POUR LA PAIX

Descendons dans la rue pour la paix

En octobre, la violence est montée d'un cran en Israël et en Palestine. Compte tenu des événements atroces de ces derniers mois, le GSSa a appelé, avec d'autres organisations, à la fin de la violence. Ensemble, nous avons également organisé plusieurs manifestations pour une paix juste. JORIS FRICKER

Tout-e pacifiste espère qu'un jour, il ou elle ne devra plus aller dans les rues pour demander la paix, c'est une évidence. Or, tant que la paix n'est pas encore le statu quo dans le monde entier, nous devons continuer à nous engager pour elle, pour le droit international et les droits humains, surtout en tant que GSSa. Prendre position pour la paix peut paraître simple, mais en pratique, c'est plus compliqué, surtout dans la guerre entre Israël et le Hamas. L'attaque du Hamas sur des civil-es israélien-nes, ainsi que les représailles israéliennes nous ont incité à agir. Nous nous sommes interrogé-es sur la façon dont nous pourrions manifester de façon adéquate. Nous nous sommes donc tourné-es vers des organisations comme la *Jüdische Stimme für gerechten Frieden und Demokratie in Israel/Palästina* (JVJP, Voix pour une paix juste et la démocratie en Israël et en Palestine, ndlt) et Amnesty Suisse pour planifier ces manifestations.

ZÜRICH, PUIS BERNE, GENÈVE ET BÂLE

Le 2 novembre 2023, nous avons organisé notre première manifestation pour une paix juste en Israël et en Palestine. Les participant-es pouvaient apporter des drapeaux « paix » et des bougies, mais pas de drapeaux nationaux ou des pancartes fabriquées soi-même. Dans le programme, nous avons prévu une minute de silence pour commémorer toutes les victimes de la violence. Plus de 1000 personnes avaient suivi notre appel. Quelques semaines plus tard, nous avons organisé une deuxième manifestation, suprarégionale cette fois, à Berne. Lors de cet événement, nous avons pu inviter l'ancienne Conseillère fédérale Ruth Dreifuss en tant qu'oratrice, qui soutient notre approche. Là aussi, un millier de personnes nous ont rejoint, malgré la pluie. Une semaine plus tard, une manifestation reprenant le même concept était organisée à Genève. Là aussi, Ruth Drei-

fuss a tenu un discours. Fin décembre, une veillée à Bâle est venue compléter cette série de manifestations pour la paix. En l'espace de quelques semaines, nous avons donc réussi à créer un type d'événement durant lequel les gens pouvaient exprimer leur désir de paix et leur compassion avec toutes les victimes civiles, mais aussi condamner tous les crimes de guerre.

UNE ALLIANCE POUR UNE PAIX JUSTE

C'est le nombre important d'organisations qui nous ont soutenu et qui ont mobilisé leurs membres pour nos manifestations qui ont rendu ces dernières si puissantes et importantes. Il s'agissait donc d'Amnesty International Suisse, Gerechtigkeits und Frieden in Palästina GFP (ndlt : Justice et Paix en Palestine), l'organisation féministe cfd, Swiss Jews against the Occupation, Ina outra senda – Swiss Friends of Combattants for Peace, le Conseil suisse pour la paix, Brava et Femmes de Paix autour du monde.

Retrouvez nos prises de position, nos actions et nos manifestations sur <https://gssa.ch/position-du-gssa-sur-les-evenements-actuels-du-conflit-au-proche-orient-manifestation-pour-la-paix-en-israel-et-en-palestine/>

INITIATIVE POPULAIRE

Soutenez notre initiative contre les armes nucléaires !

Le GSSa démarre la nouvelle année plein d'élan avec un nouveau projet d'initiative. Depuis que l'assemblée générale a décidé en novembre de lancer l'initiative populaire pour l'adhésion de la Suisse au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), le secrétariat est en plein dans les préparatifs de lancement de l'initiative, ce qui sera probablement fait en été. Nous forçons des alliances, rédigeons des argumentaires et essayons de rallier le plus grand nombre de personnes à notre cause. ROXANE STEIGER

Même si la signature d'un traité peut paraître un peu sèche, l'enjeu est de taille. Car les armes nucléaires représentent l'une des plus grandes menaces pour l'humanité et la nature. Les dépenses mondiales pour les armes nucléaires ainsi que le nombre d'engins nucléaires opérationnels augmentent à nouveau depuis quelques années. Le risque d'une escalade nucléaire semble ainsi être devenu plus important que jamais depuis la fin de la guerre froide. Pour nous, il est clair que la course aux armements et la dissuasion par les armes nucléaires ne peuvent pas être une solution. Seul le désarmement

peut nous faire avancer dans la création et la garantie de la paix dans le monde. C'est pourquoi le TIAN, le plus important traité international de désarmement de notre époque, joue ici un rôle essentiel.

Le fait que le gouvernement suisse repousse sa signature depuis des années est un scandale au vu de la tradition humanitaire de la Suisse. Avec une large alliance de la société civile, nous demandons donc que la Suisse contribue à un monde plus pacifique en signant le TIAN.

Mettre sur pied une telle initiative demande beaucoup de ressources et d'argent. C'est pour-

quoi nous avons aussi besoin de votre soutien pour mener à bien ce projet. Venez à la prochaine réunion de coordination ou à la prochaine réunion de groupe régional près de chez vous pour en savoir plus sur le projet d'initiative et les possibilités de participation. Nous nous réjouissons de vous accueillir.

Prochaine coordination : 23.03.24 au secrétariat de Berne

Marche de Pâques 2024

Démilitarisation au lieu de réarmement

Cette année encore, la marche de Pâques annuelle aura lieu le lundi de Pâques (01.04.2024) à Berne, sous le slogan « Démilitariser au lieu de réarmer ». L'accent sera mis sur la poursuite du réarmement mondial et la croyance erronée qu'il permettra de créer plus de sécurité.

« En période de conflits armés, des voix cohérentes en faveur de la démilitarisation et du désarmement sont plus importantes que jamais », peut-on lire dans le texte de mobilisation de la Marche de Pâques bernoise de cette année. Contrairement à ce que l'on prétend souvent, le réarmement global ne conduit pas à plus de sécurité, mais à l'instabilité et à une hausse des risques de conflit. Il faut un renforcement du droit international et de ses institutions au lieu d'une poursuite de l'armement et des investissements dans des alliances militaires.

Le GSSa participe comme chaque année à l'organisation et vous appelle tous à participer avec nous le 1er avril. Nous nous retrouverons à 13h15 à la Eichholz Wiese et marcherons ensuite ensemble jusqu'à la Münsterplatz, où aura lieu la manifestation finale à partir de 14h30 environ. Nous nous réjouissons de votre participation et de votre engagement pour la paix ! *Jonas Heeb*

LOI SUR LE MATÉRIEL DE GUERRE

Le référendum se rapproche

Dans le dernier numéro du journal du GSSa, nous avons évoqué le risque de voir l'initiative correctrice vidée de sa substance. En décembre, le Conseil national a également approuvé la motion correspondante. Le référendum est en préparation. JONAS HEEB

Les faits exacts ont été thématiques dans le dernier journal du GSSa (n° 137) et peuvent également être consultés sur notre site Internet. En décembre, le Conseil national a également approuvé la motion visant à annuler les acquis de l'initiative correctrice. Le GSSa est révolté par le revirement que les deux chambres ont opéré en moins de trois ans. Le jour de la délibération au Conseil national, nous nous sommes rendus devant le Palais fédéral et, dans une action photo, nous avons montré à l'aide de

Justitia (la déesse de la justice) la manière dont nos politiques donnent plus de poids au matériel de guerre qu'aux dispositions légales.

Nous sommes désormais en train de préparer le référendum. La modification de la loi n'est pas encore tout à fait sûre : le Conseil fédéral va maintenant élaborer un message qui devra à son tour être adopté par les deux Chambres. Mais au vu des résultats des votations jusqu'à présent, il faut malheureusement s'attendre à ce que le message soit adopté.

ANNÉE PRÉSIDENTIELLE DE VIOLA AMHERD

Madame Scandale aux commandes

L'attention habituelle portée aux élections au Conseil fédéral nous a presque fait oublier qui est devenue Présidente de la Confédération cette année. Viola Amherd n'est pas innocente et nous devons dire les choses comme elles sont. JORIS FRICKER

Viola Amherd est valaisanne et donc aimée de toutes et tous par définition. Elle est une personne plutôt timide et elle est appréciée en tant que politicienne, parce qu'elle incarne la Suisse comme personne d'autre. Et si on se présente comme une personne bien sympathique, on peut sans problème faire des petites magouilles par derrière, quitte à faire l'un ou l'autre faux-pas plus ou moins grave. Les grands perdants sont le GSSA et la population suisse.

LES F-35 : CE SCANDALE DU SIÈCLE DONT PERSONNE NE PARLE

En Suisse, si une initiative est déposée avec plus de 100'000 signatures valables et qu'elle n'est pas mise aux voix après, cela peut avoir plusieurs raisons : soit elle n'est pas valable juridiquement, soit un contre-projet qui « tient

la route » a été élaboré et le comité d'initiative a retiré son initiative pour cette raison. Il n'est arrivé que très rarement qu'aucun de ces deux scénarios ne se soit produit et que l'initiative n'ait pas été soumise au peuple. Et lorsque cela s'est produit, les scandales n'étaient pas loin. Mi-février encore, Viola Amherd assurait dans le Message sur l'armée qu'elle attendrait le résultat de notre initiative Stop F-35. Quelques mois plus tard, toutefois, elle annonçait avec assurance qu'elle signerait le contrat d'achat pour ces jets à plusieurs milliards avec Lockheed Martin après le OUI du parlement. À la suite de cela, nous avons finalement retiré notre initiative. Dans tout cela, Mme Amherd ne s'est pas contentée de ne pas tenir parole. Elle a volontairement contourné une décision démocratique. Bien possible que dans d'autres pays,

cela aurait provoqué une crise d'Etat. Mais pas en Suisse, où, de la presse bourgeoise aux campagnes électorales, personne n'a rien dit. Personne ne veut parler de cet immense scandale et il n'est donc pas très étonnant qu'au vu de cela, Viola Amherd ait été réélue avec un score bien respectable.

UNE ORGIE DU SURARMEMENT

Mme Amherd garde cette même mentalité et ce manque de respect à l'encontre de la « minorité » politique dans le peuple et le parlement lorsqu'il s'agit de la politique de (sur)armement. Madame Amherd a donc fait couler l'initiative Stop F-35 et, dans le même temps acheté plus d'armes pour l'armée qui, soit dite en passant, a plus d'effectifs qu'elle n'avait le droit d'en avoir, le tout avec l'aval des politiciennes bourgeois-es. Eh oui, Viola Amherd n'a pas froid aux yeux : il semblerait que Thomas Süssli, le Chef de l'Armée, puisse faire la liste de courses de l'Armée et la présenter gaiement aux

médias. En même temps, la Ministre de la défense fait tout pour empêcher une réduction des coûts de l'armée. Ceux-ci sont censés augmenter pour atteindre 1% du PIB d'ici 2035. Si économiser il faut, alors sur le dos de la protection sociale, mais surtout pas dans l'armée.

RUAG & CO : CHAOS ET FAVORITISME

Et comme si tout cela ne suffisait pas, la Présidente de la Confédération brille également par des scandales plus petits. Si quelqu'un peut, par sa seule signature, empêcher des décisions relevant de la démocratie directe, il ne lui arrivera pas grand chose si l'organisation de la RUAG est tellement chaotique que des vieux chars (dont 15 avaient été oubliés) sont vendus à double, ou que le beau-frère de l'une des plus proches collaboratrices de la Ministre est le président du Conseil d'administration de la RUAG. Une chose est sûre : l'année présidentielle de Viola Amherd a de quoi devenir un véritable cirque. Reste à savoir si la presse s'y intéressera. Compte tenu des dernières évolutions, ce n'est que peu probable.

PAIX EN UKRAINE

Une mystérieuse conférence de paix

Noemi Buzzi à Davos durant le WEF.

Cette conférence est-elle un coup de pub ou une véritable tentative de mettre fin à la guerre en Ukraine ? NOEMI BUZZI

Les perspectives d'une victoire militaire en Ukraine, de l'une ou de l'autre partie, sont très minces. Compte tenu de la situation géopolitique actuelle, il est à craindre que l'Occident soit de moins en moins intéressé à soutenir des interventions militaires coûteuses contre la Russie. Et l'Ukraine, elle, voit d'un bon œil tout événement qui contribue à ce que le reste du monde ne l'oublie pas.

Jusqu'à présent, la Suisse était plutôt hésitante et près de ses sous dans son soutien humanitaire de l'Ukraine. Elle a également pris beaucoup de retard sur d'autres pays. Pourquoi serait-elle donc tout à coup prête à organiser une conférence de paix cette année ? Probablement, parce que le Président ukrainien l'en a explicitement prié et que la Berne officielle veut montrer que les services de la Suisse continuent à être reconnus et appréciés durant des conflits violents.

Cette conférence doit se tenir en 2024, probablement à Genève, mais toutes les options semblent ouvertes. Le Conseil fédéral semble

en effet planifier au fur et à mesure. Le but déclaré de cette conférence est de définir une direction claire pour mettre fin à la guerre en arrivant à un consensus international sur les positions de départ. Ignazio Cassia a déclaré qu'il ne s'agissait pas de se contenter de ce que veut l'un ou l'autre acteur, mais plutôt d'arriver à un consensus international en la matière et de décider quand et dans quelle mesure la Russie doit être impliquée.

Depuis deux ans, la Suisse est sur la liste des « Etats inamicaux » de la Russie, ce qui complique la chose. Moscou, pour sa part, continue d'accuser la Suisse de rester sur la lignée anti-russe de l'Occident. Toujours selon Moscou, cela lui enlèverait toute crédibilité en tant que négociatrice neutre.

Il est évident que la Suisse veut faire en sorte qu'autant de pays que possible participent, tout particulièrement parmi les pays du Sud global, qui se sont rabattus du côté de la Russie. D'une part, cela permettrait d'augmenter la pression vis-à-vis de Moscou. D'autre part, cela

permettrait de créer des contacts qui feraient entrer les intérêts russes dans le débat.

Le but de Volodymyr Zelensky semble être le rassemblement d'autant de pays que possible en mesure de soutenir sa propre formule de paix. Il avait déjà implicitement exclu la présence de la Russie en déclarant récemment que l'Ukraine était ouverte au dialogue avec celles et ceux qui respectent la souveraineté et l'intégrité territoriale du pays.

La position du GSSA dans cette question est claire : l'Ukraine a droit à un territoire indépendant et intact, tout comme sa population a le droit de vivre dans une société libre et non dans une autocratie russe. Evidemment qu'il serait positif que ce conflit se termine aussi rapidement que possible – mais pas si cela signifie que l'Ukraine doit renoncer à une partie de son territoire à cause de l'attaque de Poutine, qui viole le droit international. La Suisse, elle, pourrait encore en faire bien plus pour l'Ukraine que ce qu'elle ne fait déjà, notamment grâce à un impôt sur les bénéficiaires exceptionnels, une application stricte des sanctions et un positionnement clair sur les marchés financiers. Bref, cette conférence ne doit pas rester un coup de pub.



EFFECTIFS DE L'ARMÉE

En contradiction avec la loi ? Alors fais-le légalement !

Nous avons déjà évoqué à plusieurs reprises les effectifs de l'armée dans le journal du GSSA. Le DDPS continue de se plaindre que l'armée ne disposera bientôt plus de suffisamment de personnes. Nous avons expliqué que les calculs du DDPS ne sont ni compréhensibles ni transparents. Vous trouverez une analyse détaillée sur www.gssa.ch. Nous passons maintenant à l'étape suivante dans l'affaire des effectifs de l'armée. JONAS HEEB

Revenons brièvement en arrière : depuis des années, le DDPS se plaint que l'armée ne pourra plus assurer ses effectifs dans quelques années. La faute en revient bien sûr aux départs au service civil. Mais en décembre 2022, le magazine en ligne *Republik* a révélé, grâce à une recherche

relativement simple, que les effectifs de l'armée sont illégalement trop importants et que les prévisions du DDPS ne sont pas compréhensibles et qu'il n'y aura pas de sous-effectif, mais toujours des sureffectifs.

Au DDPS et au sein de la politique de sécurité

bourgeoise, on a réagi avec stupeur. Apparemment, personne n'était vraiment conscient de cette situation illégale. On allait d'abord s'en occuper, disait-on. Pendant longtemps, on n'a rien entendu, jusqu'à ce que le DDPS annonce qu'il allait licencier deux classes d'âge plus tôt afin d'atteindre un effectif légal. Peu de temps après, le Conseil fédéral a annoncé qu'il allait modifier la loi pour augmenter les effectifs de l'armée. Si l'on ne peut ou ne veut pas respecter la loi, on la modifie. La raison invoquée est la « situation géopolitique actuelle ». Tout à coup,

l'effectif illégal, dont personne n'était apparemment au courant, devient nécessaire.

Le revirement effectué le montre : Lorsque le respect d'une loi est trop pénible pour le Conseil fédéral, il la modifie sans hésiter. Qui sait, peut-être que le DDPS a tout simplement compris entre-temps que ses prévisions ne sont pas correctes et que, sans aucune mesure, l'armée ne sera pas confrontée à des sous-effectifs mais à des sur-effectifs supplémentaires. Une augmentation des effectifs est donc tout à fait appropriée.

GUERRE ET PAIX

ISRAËL/PALESTINE

Pour la vie humaine

Depuis le 7 octobre 2023, tout le monde parle de ce conflit, qui a une longue histoire. Voici une petite vue d'ensemble de nos prises de position actuelles et passées. JORIS FRICKER

L'attaque de l'organisation islamiste radicale Hamas le 7 octobre sur des civils israélien-nes est horrible et ne saurait en aucun cas être justifiée. La riposte israélienne a suivi sans attendre et fait preuve d'une brutalité que l'on peine à exprimer avec des mots. Les bases du GSSA en tant qu'organisation sont les droits humains et le droit international. Nous nous engageons toujours pour le respect strict de ces droits, car ce n'est que sur cette base que nous arriverons à avoir une paix juste en Israël et en Palestine. En 2021, nous publions un texte dans laquelle l'équipe de coordination du GSSA tentait d'esquisser la situation pour la Suisse. Ce que nous

écrivions à l'époque vaut toujours aujourd'hui : la Suisse doit prendre au sérieux son rôle en tant qu'Etat dépositaire des Conventions de Genève. Elle doit condamner tous les crimes de guerre et cesser toute collaboration militaire avec Israël et les autres Etats du Proche Orient. De plus, elle doit s'engager plus activement pour la paix en utilisant ses Bons Offices.

Dans notre appel à manifester sur la Place Bürkli à Zurich, nous écrivions : Les victimes de ces événements sont les populations. Ainsi, c'est la population civile qui paie aujourd'hui le prix des crimes de guerre du Hamas et des représailles militaires d'Israël. Ce sont leurs fa-

milles, leurs ami-es et leurs connaissances qui sont tué-es, blessé-es et traumatisé-es. La violence en Israël et en Palestine doit être stoppée. Nous revendiquons et continuons de revendiquer les mesures suivantes :

- Un cessez-le-feu immédiat et une fin de la violence ;
- La libération des otages qui se trouvent encore à Gaza ;
- La libération des prisonniers et prisonnières palestinien-nes retenu-es sans raison ;
- Une application inconditionnelle des droits humains et du droit international ;
- L'autorisation d'entrée de l'aide humanitaire et la fin du blocus de Gaza ;
- La fin des livraisons d'armes par la Suisse dans toute la région ;
- Un examen des crimes de guerre par la Cour pénale internationale ;
- Un embargo sur les armes et la fin de la coopération en matière d'armement avec les parties en guerre.

ASYMÉTRIE ET ANTISÉMITISME

L'une des plus grandes difficultés en lien avec cette guerre est de relater la situation telle qu'elle est sans oublier de la contextualiser. Notons ici que l'occupation et la colonisation de la Cisjordanie sont contraires au droit international. De plus, dans cette guerre aussi, le nombre de victimes palestiniennes est plus élevé, ce qui est dû à une forte asymétrie militaire. Celle-ci peut notamment être imputée au soutien militaire de l'Occident. Ce conflit revêt également des aspects politiques et attise les sentiments islamophobes, éléments pour lesquels il est instrumentalisé et célébré par la droite internationale.

Jonas Heeb, secrétaire du GSSA, prononce le discours d'ouverture de la manifestation à Berne.

Au moment où sont écrites ces lignes, ce conflit a fait 25'000 victimes palestiniennes et 1300 victimes israéliennes (chiffres de l'ONU). Même les médias bourgeois parlent de Gaza comme d'un cimetière pour enfants. Nous devons donc nous poser une question importante : qui veut cette guerre au final ? En effet, ni le Hamas, ni le gouvernement israélien ne représentent l'entière de la population. Des deux côtés, il existe des voix fortes qui veulent une vie en commun paisible. Il convient également de mentionner ici l'opposition contre la réforme judiciaire de Netanyahu.

Aucune attaque du Hamas ne saurait justifier des positions racistes et islamophobes, tout comme ni la politique de colonisation d'Israël, ni l'asymétrie en termes de victimes ne saurait justifier l'antisémitisme et la remise en question du droit d'Israël à exister. Tant la population israélienne que la population palestinienne sont traumatisées par leur histoire, c'est ce qui rend cette guerre si particulière. Lors de la manifestation du 2 novembre 2023 à Berne, l'oratrice Chirine Dajani a prononcé les mots suivants, que l'on peut appliquer aux deux parties au conflit : comment avons-nous pu devenir une société qui accepte la mort (d'enfants) comme un moyen légitime pour atteindre certains buts ? Que doit-il se passer dans notre âme pour que nous justifions ces morts, même lorsqu'elles se produisent de manière incroyablement brutales et presque grotesques ? Cela s'appelle la déshumanisation. [...] Des campagnes de propagande ont été utilisées pour déshumaniser des groupes entiers de personnes, participant à l'oppression et à la destruction de peuples entiers en Amérique, en Afrique, en Australie, et en Europe.

Le GSSA, pour sa part, continuera de se battre pour une paix juste en Israël et en Palestine.



UNE PAIX JUSTE

Le droit international dans la guerre en Ukraine et à Gaza

Si l'on prend le droit international au sérieux, on doit condamner toute violation de ce dernier ainsi que les crimes de guerre commis par toutes les parties. JOSEF LANG

L'invasion de l'Ukraine par Poutine le 24 février 2022 est une grave violation du droit international, tout comme l'occupation d'une partie du pays, les massacres tels que celui de Boutcha ou les attaques de roquettes durant lesquelles des civil-es sont également touché-es. En Suisse, la plupart des partis, des politicien-nes et des forces politiques ont condamné cette guerre d'agression et les crimes de guerre – mais ce n'est pas le cas pour tous les acteurs politiques. Tout cela vaut également pour l'attaque barbare à l'encontre de citoyen-nes israélien-nes par le Hamas le 7 octobre. Cependant, la condamnation de l'armée israélienne pour les crimes de guerre dans la Bande de Gaza se fait de façon beaucoup moins explicite.

LA GUERRE DE POUTINE EST TOLÉRÉE

Certain-es personnes et groupes passent sous silence ou presque les violations du droit international commises par Poutine, tout en allant dans les rues pour protester contre celles d'Israël. Des 80 organisations qui avaient appelé à soutenir la manifestation pour la Palestine du 13 janvier à Bâle, seules quelques-unes avaient clairement et catégoriquement condamné les violations du droit international perpétrées par Poutine. Dans l'appel à manifester, il n'était pas non plus question des massacres du Hamas et des

otages israélien-nes. Les organisations qui défendent ce genre de positions ne sont pas particulièrement crédibles lorsqu'elles condamnent les violations du droit international commises par Israël et qu'elles réclament que ces règles soient appliquées au Proche Orient.

Certains autres cercles condamnent avec la plus grande fermeté les crimes de guerre de Poutine et du Hamas, tout en ignorant ceux d'Israël, ce qui est tout aussi peu crédible. La guerre à Gaza a coûté la vie de plus de personnes que la guerre en Ukraine jusqu'à aujourd'hui. Et le fait que contrairement à l'armée russe, l'armée israélienne réagisse à une attaque ne justifie en aucun cas l'absence de critique, car le droit international humanitaire (DIH ; ius in bello) vaut pour toutes les parties en guerre, quelle que soit la légitimité d'une opération militaire. La question de savoir si la force interétatique peut être utilisée (ius ad bellum), elle, est réglée dans la Charte de l'ONU.

Le droit international humanitaire interdit toute attaque ciblée contre des personnes et objets civils. Il interdit également l'attaque de cibles militaires si celle-ci causerait des dommages disproportionnés pour des personnes ou objets civils. Le nombre élevé des mort-es, dont beaucoup d'enfants, ainsi que la destruction d'infrastructures vitales ne laissent aucun doute sur le fait

qu'Israël viole gravement le droit international. De plus, la politique de colonisation et d'occupation israélienne, qui dure depuis des années, va également à l'encontre de ces dispositions.

GAZA : UN SILENCE ASSOURDISSANT

Il y a là un silence particulièrement dérangeant : celui des partis et des politicien-nes qui demandaient des livraisons d'armes à l'Ukraine pour que celle-ci puisse appliquer le droit international et ce malgré la neutralité de la Suisse. Ce déséquilibre dans l'empathie avec les victimes civiles et la position inconséquente par rapport au droit international soulèvent des questions : pour beaucoup de politicien-nes bourgeois-es, l'enjeu n'est-il pas de détourner l'attention du fait que la Suisse ait aidé Poutine à s'armer ? Et un grand nombre de politicien-nes de gauche n'a-t-il pas pour but de délaissier l'universalisme au profit de l'« occident » et l'ONU au profit de l'OTAN ?

Les groupes les plus crédibles sont ceux qui défendent le droit international, et plus particulièrement le DIH, dans les deux cas. Il s'agit là notamment des personnes et organisations qui ont participé à des manifestations en faveur d'une paix juste en Ukraine comme au Proche Orient. La définition d'une paix juste en Europe de l'Est et au Proche Orient est donnée dans le droit international. Dans le cas de l'Ukraine, une paix juste signifie le retrait des troupes russes et le respect des frontières d'avant l'oc-

cupation de la Crimée. Dans le cas d'Israël et de la Palestine, une paix juste passe par la fin de la politique d'occupation et de colonisation, la reconnaissance réciproque des deux peuples et du droit du peuple palestinien à avoir son propre Etat. Cela peut passer par une solution à deux Etats ou une fédération binationale. Autre part essentielle d'une paix juste : la sanction pénale de toutes les violations du droit international, ainsi que de tous les crimes de guerre.

L'ancienne Conseillère fédérale Ruth Dreifuss lors de notre manifestation.



SÉCURITÉ NUMÉRIQUE

Le DDPS, cette cyber-menace

Le Centre national pour la cybersécurité est passé aux mains du DDPS en début d'année. Une grande partie de ses collaborateur·ices hautement qualifié·es a depuis démissionné, car ils et elles ne voulaient pas travailler pour l'armée. Un exemple parfait qui montre que l'armée n'apporte pas plus de sécurité, au contraire. ANDREAS WEIBEL

Selon le magazine allemand *Republik*, quasiment tous les offices de la Confédération étaient, à la base, contre le fait que ce nouvel Office fédéral fasse partie du DDPS. En effet, avant, la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information (MELANI, d'après l'acronyme allemand, ndlt) faisait partie du Département des finances (DFF). C'est également ce dernier qui avait le lead au sein du Conseil fédéral lorsqu'il s'agissait de cybersécurité. Selon *Republik*, le DFF prenait également en compte la perspective de l'économie et de la société sur la cybersécurité.

Le DDPS, lui, n'a pas fait ses preuves en matière de défense contre les cyberattaques. Un échec particulièrement cuisant : en 2016, pendant six mois, des données du DDPS et de RUAG ont fuité sans que quiconque ne s'en rende compte. Ce n'est que lorsqu'un service de renseignements partenaire a fait remarquer l'atta-

que, perpétrée probablement par des hackers russes, que RUAG a reconnu le problème.

C'est probablement grâce à un deal entre Mme Amherd, le PLR et l'UDC que ce nouvel Office est revenu en mains du DDPS – c'est du moins ce que supposent plusieurs médias. Amherd aurait donc reçu un nouveau sujet en vogue pour son Département et, en échange, elle aurait renoncé au DETEC. C'est là qu'Albert Rösti construit aujourd'hui de nouvelles autoroutes, projette de nouvelles centrales nucléaires, freine les efforts pour le climat et fait tirer des loups.

INTÉRÊTS CONTRADICTOIRES

Les expert·es du domaine et de l'économie étaient choqué·es par cette décision. Sur LinkedIn, Roger Halbheer, *Chief Security Advisor* chez Microsoft écrivait, selon *Republik* : « Tous les acteurs économiques que je connais, sans exception, se sont prononcés contre le DDPS. »

Au fond, quel est le problème si l'Armée est responsable de la cybersécurité ? La cybersécurité est, en principe, un jeu permanent du chat et de la souris entre des hackers mal-intentionnés d'une part et les développeur·euses de logiciels et responsables de la sécurité d'autre part. Pour mener à bien une attaque sur une organisation professionnelle, les malfaiteurs doivent exploiter une faille de sécurité d'un logiciel qui n'était pas encore connue avant.

Les connaissances sur ces failles inconnues – que l'on appelle aussi Zero-Day-Exploits – sont donc très précieuses. Les développeur·euses et les expert·es en sécurité veulent combler ces failles, alors que les hackers, les services secrets et l'armée veulent les ajouter à leur arsenal. La conclusion qu'un expert suisse en cybersécurité tirait dans *Republik* est donc tout à fait logique : personne ne signalerait volontairement des failles de sécurité à une institution faisant partie du DDPS et dont l'un des voisins sont les services secrets.

LES SPÉCIALISTES NE VEULENT PAS TRAVAILLER POUR LE DDPS

Le Conseil fédéral a oublié un détail dans toutes ces tractations autour des Office fédéraux et des Départements: au final, ce ne sont pas

les Conseiller·ères fédéraux et les politicien·nes qui s'occupent de la cybersécurité, mais les spécialistes en la matière, qui suivent une déontologie stricte. Les employé·es du NCSC avaient, pour leur part, signalé en amont ne pas vouloir travailler au DDPS. Entre-temps, un·e employé·e sur cinq a déjà démissionné, et au sein de gov-CERT, un groupe d'intervention rapide qui intervient lorsque des infrastructures critiques sont attaquées, ce sont même deux tiers. Selon la radio-télévision suisse-allemande SRF, ces personnes ont des années d'expérience et sont très recherché·es dans leur domaine. Leur départ est donc particulièrement douloureux.

Cette situation nous montre bien qu'il vaut mieux que la sécurité soit entre les mains de civils et que l'armée renforce plutôt les menaces au lieu de nous protéger.



Sarah Wyss est conseillère nationale PS/ BS et présidente de la commission des finances (zVg).

RAPPORT DU PARLEMENT

Réarmer l'armée sans concept ?

Le réarmement national est souvent considéré comme un événement relevant uniquement de la politique de sécurité. Pourtant, nous sommes tous concernés par le réarmement. En 2024, le réarmement de l'armée a conduit à des paquets d'économies. SARAH WYSS

Le lectorat du GSSA le sait bien, un autre vent souffle sur la Berne fédérale en matière de réarmement et de politique de sécurité depuis le début de la guerre en Ukraine. En d'autres termes, le vent a tourné à 180°. Quelques mois seulement après l'invasion de la Russie, une intervention bourgeoise a été approuvée, demandant l'augmentation du budget de l'armée à 1% du produit intérieur brut (PIB) d'ici 2030. Cela signifie presque un doublement des dépenses pour l'armée (à environ 10 milliards de francs/an). De nombreux partisans n'étaient pas conscients de ce montant lors du débat, car certains se basaient sur le PIB de l'époque et donc sur une valeur cible de « seulement » 7,5 milliards de francs.

Les principaux arguments avancés pour justifier cette augmentation étaient le risque imminent d'une escalade militaire en Europe/en Suisse, mais aussi les « économies de bout de chandelle » réalisées par l'armée depuis des années. Deux arguments incorrects et bien réfutables. Un autre argument était que la Suisse devrait se rapprocher de l'objectif de l'OTAN de 2%. Cet argument ne tient pas non plus la route. La comparaison est boiteuse. En effet, les dépenses que la Suisse présente comme « dépenses de l'armée » ne sont pas comparables à celles des autres pays. Ainsi, les dépenses APG,

avec lesquelles les recrues/soldats sont rémunérés, et les conséquences économiques et privées d'une armée de milice ne sont pas comprises dans les dépenses de l'armée, ce qui rend impossible toute comparaison avec une armée professionnelle.

LE RÊVE D'UN RÉARMEMENT RAPIDE S'ÉCROULE – LES CONSÉQUENCES DÈMEURENT

Pour les bourgeois, qui répètent comme un moulin à prières la fable d'une « armée économisée », ce turbo-développement financier de l'armée ne peut pas aller trop vite. Il est indépendant de la faisabilité réelle – c'est-à-dire de la possibilité – de dépenser judicieusement l'argent promis en si peu de temps.

Mais ce n'est pas la faisabilité du budget de l'armée pour les années à venir qui a contrarié les calculs, mais la conseillère fédérale Karin Keller-Sutter : pour des raisons d'économie et en raison de notre frein à l'endettement restrictif, elle étend l'augmentation du budget de l'armée à 1% du PIB à 2035 (au lieu de 2030). Cela signifie toutefois encore chaque année 300 millions de francs supplémentaires pour l'armée en 2024 et 2025.

Pour l'année 2024, cette augmentation – même si elle est inférieure à ce qui avait été de-

mandé à l'origine – signifiait une réduction transversale de deux pour cent dans tous les autres domaines de dépenses (non liées) des départements fédéraux.

LE PARLEMENT EST INFLEXIBLE

Ceux qui pensaient que tout le monde avait pu accepter ce deal 2035 en grinçant des dents et en faisant des compromis, se sont trompés. Lors du débat sur le budget en décembre dernier, le Parlement a proposé de maintenir l'objectif de 1% pour 2030, tout en étant pleinement conscient des conséquences financières de cette proposition pour d'autres domaines politiques (autres exercices d'économie).

Heureusement, la fin du débat sur le budget a marqué un tournant : La proposition susmentionnée, qui demandait de s'en tenir au plan initial (1% du PIB d'ici 2030), a finalement échoué de justesse et uniquement grâce à la voix prépondérante de notre président de gauche du Conseil. La voix prépondérante n'a été obtenue qu'en raison de l'absence de l'UDC bernois Erich Hess.

L'HONNÊTÉTÉ DES BOURGEOIS CHOQUÉE

Une augmentation constante subsiste même après le débat sur le budget de décembre 2024. Et je retiens avec horreur la constatation suivante : Pour augmenter le budget de l'armée, une grande partie du Parlement est prête à accepter des économies massives dans d'autres domaines comme la formation, les affaires sociales et la coopération internationale. En revanche, la majorité n'est pas encore prête à reformer notre frein à l'endettement restrictif.

INTERNATIONAL

EN DISCUSSION

Récit d'un objecteur de conscience

Nous nous trouvons dans un village reculé de Suisse, dans une petite pièce apprêtée spécialement pour la rencontre que nous allions faire ce jour de janvier 2024. En face de nous s'assoit un homme relativement grand et costaud, mais visiblement très stressé également, ce qu'il nous fait par ailleurs savoir. Cet homme, que nous appellerons Davyd, est un Ukrainien réfugié en Suisse depuis fin 2023. Davyd est également un objecteur de conscience. Souhaitant parler de son expérience, Davyd nous a contacté dans le but de partager son histoire, et c'est effectivement ce qu'il fera durant presque trois heures durant lesquelles nous avons pu ressentir le poids qui l'accable. L'article que vous lirez ici n'est donc qu'un très court résumé de ce qui a été dit lors de cet entretien.

En Ukraine, Davyd était employé dans une entreprise dans laquelle il possédait, comme ses autres collègues, un contrat contenant une clause stipulant qu'il n'était pas mobilisable par l'armée car travaillant dans un secteur essentiel. Il nous explique que cette clause, respectée lors du début du conflit en 2014, est devenue de facto caduque une fois l'invasion de l'Ukraine par la

Russie commencée en février 2022. « L'organe de mobilisation [de l'armée ukrainienne] se comporte depuis lors comme une organisation criminelle, il agit comme s'il n'avait plus de base légale ». Il nous explique que lui et ses collègues, dont beaucoup ont été poussés à entrer dans l'armée, ont été trompés. « Mon chef m'a vendu. On m'a appelé et l'on m'a dit que je pouvais soit venir de moi-même, soit qu'on viendrait me chercher de force. J'ai dit que je viendrais de moi-même, alors que je n'avais pas l'intention d'y aller ». Davyd possède en effet des convictions religieuses fortes et explique que le service militaire est incompatible avec ses valeurs, qu'il refuse de porter une arme pour s'en servir contre d'autres personnes.

Il poursuit en nous disant que si l'organe de mobilisation de l'armée parvenait à le trouver, il serait emmené dans un centre de recrutement où les hommes subissent de fortes pressions psychologiques et sont retenus durant des heures, jusqu'à ce qu'ils acceptent de signer un document attestant qu'ils souhaitent entrer dans l'armée. C'est justement là que plusieurs de ses collègues de travail ont été emmenés avant

d'être envoyés au front. Il raconte que « seuls les plus forts psychologiquement parvenaient à sortir de là sans avoir signé, mais on les menaçait, on leur disait qu'on allait les retrouver ».

A ce moment-là, Davyd préfère donc prendre la fuite avec sa sœur, il raconte les semaines de peur qui ont suivi alors qu'il parcourait l'Ukraine pour traverser la frontière. Un simple contrôle d'identité aurait valu à Davyd d'être arrêté, il lui a donc fallu rester discret durant ce voyage, il raconte par exemple avoir uniquement fait les courses la nuit et s'être caché chez des ami.es. Tout au long de cette escapade, Davyd explique avoir rencontré d'autres personnes qui cherchaient également à fuir le service militaire, et parle de l'entraide qui existait entre eux. Une entraide désapprouvée par le gouvernement, qui réprime et empêche toute forme de solidarité entre ou envers les déserteurs. Davyd avait par ailleurs rejoint un groupe sur un réseau social où les déserteurs cherchant à fuir pouvaient partager conseils et soutiens, mais ce groupe fût finalement supprimé car il y avait de fortes suspicions que des membres de la police s'y étaient infiltrés. Après

plusieurs semaines de fuite et de stress, dont il ne semble pas encore remis, Davyd parvient enfin à traverser la frontière, de là, il se dirige en Suisse où il réside depuis.

Davyd est titulaire comme les autres réfugiés ukrainiens d'un permis S, permis qui prendrait fin le jour où la guerre s'arrêterait. Il lui faudrait alors retourner en Ukraine où il craint d'être persécuté, il est donc aujourd'hui impensable pour lui de retourner un jour chez lui. Il cherche désormais à entamer des démarches afin d'obtenir un permis qui l'autoriserait à rester en Suisse même dans le cas où la paix reviendrait enfin en Ukraine, ceci afin de ne pas subir de persécution dans son pays natal.

La défense ukrainienne face à l'agression armée russe est évidemment légitime du point de droit international, personne ne remet cela en cause. Toutefois, le droit des objecteurs de conscience se doit d'être respecté. Un homme ou une femme dont la conscience lui interdit de porter une arme ne devrait jamais avoir à le faire, peu importe la cause défendue. Il est naturel d'être répulsé à l'idée de tuer ou blesser d'autres personnes, cet instinct devrait être protégé et chéri, plutôt que détruit, comme cherchent à le faire les armées de ce monde.

KILIAN BELLO

MENACE NUCLÉAIRE

Investir dans les armes nucléaires ne rendra pas le monde plus sûr

La sécurité mondiale diminue, l'armement nucléaire aggrave encore cette tendance.
NOEMI BUZZI

Selon les données de l'Annuaire 2023 du SIPRI, la Russie et les États-Unis possèdent à eux deux près de 90% de toutes les armes nucléaires du monde. Ces deux pays mènent en outre de vastes et très coûteux programmes de renouvellement et de modernisation de leurs arsenaux nucléaires, ainsi que des installations de production de ces armes. Ce phénomène s'observe également en Chine. En ce qui concerne les arsenaux nucléaires des autres pays (bien qu'ils soient beaucoup plus petits), une tendance claire se dessine : presque tous déve-

loppent ou construisent de nouveaux systèmes d'armes nucléaires ou ont annoncé leur intention de le faire.

La plupart des États dotés de l'arme nucléaire ont donc durci leur rhétorique sur l'importance des armes nucléaires, et certains ont même menacé implicitement ou explicitement de potentiellement les utiliser. Cette nouvelle concurrence nucléaire augmente dramatiquement le risque que de telles armes soient effectivement utilisées. En cette période de fortes tensions géopolitiques, le risque d'erreurs de calcul, de

malentendus ou d'accidents est inacceptable, tandis que l'engagement de désarmement pris dans le cadre du traité de non-prolifération nucléaire semble s'éloigner de plus en plus. Depuis l'attaque russe contre l'Ukraine il y a deux ans, la maîtrise des armements nucléaires et la diplomatie du désarmement ont subi un sérieux revers, tout comme la transparence en matière d'armes nucléaires. En outre, les fréquentes menaces nucléaires de la Russie ont entraîné un sentiment d'insécurité persistant en Europe et ont remis en lumière la vulnérabilité aux armes nucléaires. Cela a déclenché une nouvelle vague de militarisation et a accru la volonté d'investir davantage dans la dissuasion nucléaire.

Il est clair que la menace perçue par tous doit être abordée. Mais il est illusoire et extrêmement dangereux de miser sur des solutions militaires. Il faudrait plutôt, par exemple, que l'OTAN mette en œuvre une politique de non-utilisation, que l'Europe mette fin à sa participation nucléaire et qu'elle signe et ratifie le traité sur l'interdiction des armes nucléaires. Cela favoriserait concrètement la sécurité régionale et contribuerait à contrecarrer la dangereuse tendance mondiale à considérer les armes nucléaires comme la panacée à des situations de sécurité complexes.

EVENT

Soirée « Atomic Café » à Genève

Alors que le GSSA est en plein dans les préparatifs de lancement de son initiative pour faire adhérer la Suisse au Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN), nous nous efforçons de mettre en avant l'énorme risque que posent ces armes sur l'humanité et la planète entière. C'est dans ce contexte que le GSSA organise le 29 février à Genève la diffusion du film « Atomic Café » suivi d'une conférence où la problématique des armes nucléaires sera abordée.

« Atomic Café » est un documentaire de Kevin Rafferty, Jayne Loader et Pierce Rafferty, datant de 1982 et abordant la thématique de l'arme nucléaire. Le film retrace à l'aide d'images d'archives l'histoire de la bombe et la propagande du gouvernement américain visant à la fois à montrer la puissance américaine tout en tentant d'apaiser le public vis-à-vis de la menace que cette arme posait. Ce film reste très marquant aujourd'hui et, sans jamais avoir perdu son importance, redevient encore plus percu-

tant de nos jours afin de nous permettre de bien comprendre l'impact de la bombe sur notre monde.

Alors que la géopolitique se fait de plus en plus belliqueuse au niveau international, au point où des gouvernements d'États neutres comme le nôtre, pourtant si fiers de notre tradition humanitaire, refusent d'adhérer au plus ambitieux traité de désarmement de notre époque, il est évident qu'un sursaut populaire doit avoir lieu. Loin du temps où de grandes manifestations contre les missiles nucléaires traversaient l'Europe, le public semble désormais s'être acclimaté à cette question alors que le risque de leur utilisation n'avait plus été aussi élevé depuis des décennies. Plus qu'une campagne pour une simple initiative populaire, c'est une prise de conscience qui devrait être opérée au cours de ces prochains mois et années.

C'est dans le cadre de ces efforts que le GSSA organise cette conférence. Plus d'informations seront transmises dans les semaines à



venir via notre newsletter et sur notre site internet quant au lieu et à l'heure exacte de cet événement. Nous espérons vous y voir nombreuses et nombreux.

STOP F-35

2023, l'année des couacs du bombardier furtif

En 2027, la Suisse devrait recevoir les premiers F-35. Pour l'instant, le jet de luxe ne fait qu'accumuler les pannes. ROXANE STEIGER

Depuis quelques années déjà, le GSSA signale les problèmes qu'apportera le F-35. Mais le Conseil fédéral et le Parlement se sont opposés à une votation populaire sur l'achat du jet. Depuis la signature des contrats par le DDPS en 2022, l'avion de combat accumule les ratés. Vous retrouverez dans cet article une petite collection des perles de 2023 – les défenseur-euses de cet avion de combat s'en retrouveront embarrassés.

LE CHAOS DES PIÈCES DE RECHANGE ET DES PROBLÈMES LORS D'ORAGES

Le Congrès et le Sénat américains ont mandaté le Government Accountability Office (GAO) d'examiner le programme du F-35, étant donné qu'il s'agit de l'un des programmes de systèmes d'armes les plus chers du Ministère américain de la défense. Le rapport du GAO contient une longue liste de défauts, dont des retards dans le calendrier, des augmentations de coûts ou des retards de livraison. Concernant les pièces de rechange, un nouveau problème vient s'ajouter à la liste. Puisque de nombreux Etats utilisent le F-35, le Pentagone possède un stock de pièces de rechanges éparpillé un peu partout sur la planète. Or, comme le montre le rapport

du GAO, il n'existe pas d'inventaire des pièces, car l'armée américaine n'avait jamais prévu de stocker des pièces de rechange pour d'autres pays. De même, l'armée américaine ne possède aucun système permettant de créer cet inventaire.

Autre point faible du F-35 : selon les résultats actuels, les F-35 que la Suisse devrait recevoir dès 2027 ne peuvent pas s'approcher à moins de 40 km d'un orage. Et en 2020 déjà, lors d'un contrôle, des spécialistes ont trouvé des problèmes dans le système qui protège l'avion de chasse des éclairs. Dans divers médias spécialisés, on s'étonne dès lors que le fabricant n'ait pas encore réussi à résoudre ces problèmes. Pour l'instant, il se contente de limiter les conditions de vol de l'appareil.

UN AVION PERDU, UNE AFFAIRE D'ESPIONNAGE À MEIRINGEN ET DES AFFAIRES COMPENSATOIRES

En septembre 2023, la Marine américaine annonçait sur Twitter que le siège éjectable du pilote d'un F-35 avait été actionné. L'avion avait continué sur sa trajectoire et n'avait pas pu être retrouvé. En effet, de par sa furtivité, le F-35 ne peut que difficilement être localisé. Le gouver-

nement avait même demandé à la population de l'aider à retrouver l'avion. Plus d'un jour plus tard, des débris dans une partie rurale du pays ont été retrouvés et identifiés comme étant le F-35 en question.

En Suisse aussi, les voix critiques s'élèvent contre l'achat du jet. Les habitant-es de Payerne sont notamment inquiètes et inquiets du bruit causé par le F-35, beaucoup plus bruyant que son prédécesseur selon les Payernois-es. Et il est très peu probable que le taux de 30 % d'affaires compensatoires prévu puisse être atteint en Suisse romande. De plus, fin 2023, des médias suisses relayaient une affaire d'espionnage chinois à Meiringen avec les F-35 dans le viseur. En 2018, une famille chinoise rachetait le restaurant Rössli à Meiringen. L'hôtel possède une vue parfaite sur l'aérodrome militaire, où étaient entreposés des F/A-18 et où l'armée suisse a

testé les F-35 en 2019. Le Rössli aurait donc pu servir de centrale pour procéder à de l'espionnage industriel sur les F-35.

NOUS NE LÂCHERONS PAS L'AFFAIRE !

Certes, ces scènes dignes d'un film d'action peuvent nous faire rire, mais elles n'ont rien de surprenant. Elles nous montrent surtout que l'achat des F-35 n'augmente en rien notre sécurité. Il reste tout à fait scandaleux que le Conseil fédéral ait décidé de cette acquisition aussi vite et sans passer par le peuple. Car les événements de ces dernières années laissent présumer que ces avions seront beaucoup plus chers que prévu. Ces milliards devront être économisés autre part, par exemple dans les assurances sociales, la protection du climat ou la collaboration internationale. Nous continuerons à observer la situation de très près et n'aurons de cesse de répéter que notre initiative décrivait très bien les défauts et les risques du F-35.



Dépôt de l'initiative « Stop F-35 ».

GUERRE ET CLIMAT

Deux catastrophes

La guerre et la catastrophe climatique sont deux menaces pour notre existence. Les approches actuelles ne fonctionnent pas. MARTIN PAPAN

En février 2022, Poutine envahissait l'Ukraine. Nous connaissons toutes et tous les conséquences de cette attaque : des milliers de personnes ont été tuées, des villes détruites, les tensions géopolitiques se sont fortement accrues et la guerre continue sans relâche et avec la même cruauté. L'attaque de Poutine a également eu une influence sur les investissements dans l'armement, où l'on observe une forte croissance. Chaque année, plus de 2'000 milliards de dollars - un chiffre énorme - sont investis dans des biens de défense, avec des taux de croissance à deux chiffres. La réponse des Etats est donc la suivante : il faut réagir très vite et très fort à une attaque guerrière, et ce en investissant dans des biens d'armement.

La catastrophe climatique est la deuxième grande catastrophe. Celle-ci, en revanche, n'est pas apparue soudainement, elle se développe

lentement depuis des décennies. Les vagues de chaleur et de sécheresse, les ouragans, les inondations ou les incendies à grande échelle ne sont plus une exception et ils menacent l'humanité : des personnes perdent leurs moyens d'existence, sont contraintes de fuir ou perdent la vie. En observant la façon dont l'humanité, ou du moins les grandes puissances, réagissent à cette catastrophe, nous nous rendons compte que la réaction est l'inverse de celle à la guerre. Les politicien-nes louvoient, hésitent à prendre des mesures, les ignorent, ou pire encore, les sabotent. Les investissements sont rares et souvent peu élevés. En effet, les pays industrialisés ont indiqué vouloir investir 100 milliards par année pour que les Etats les plus pauvres puissent se protéger contre le changement climatique. Comparée aux 2'000 milliards investis chaque année dans l'armement, cette somme est une honte.

OUI À L'ARMEMENT, NON À LA PROTECTION DU CLIMAT

Certes, une guerre et la catastrophe climatique ne sont pas la même chose. Or, il est tout de même surprenant à quel point les réactions sont différentes. Car les parallèles entre les deux phénomènes existent : dans les deux cas, la survie d'êtres humains est menacée, et les deux catastrophes sont anthropogéniques. La grande différence réside dans la façon dont on croit pouvoir combattre ces deux désastres. La réponse à la guerre est souvent la guerre, et cela va de pair avec plus d'armes, au plus grand bonheur de l'industrie de l'armement. Dans le cas de la catastrophe climatique, les décideur-euses vont d'une conférence à l'autre à vitesse d'escargot, alors que la seule réponse honnête serait le renoncement : nous devons renoncer aux énergies fossiles et nous devons transformer radicalement notre système du "toujours plus". Il nous faut un système où l'être humain serait plus qu'un simple consommateur. C'est l'être humain et son droit d'existence qui doivent être au centre des préoccupations, et ne rien faire contre la crise climatique revient à tuer silencieusement.

Quelle est la situation en Suisse ? Exactement la même que partout ailleurs. Avec l'invasion de l'Ukraine par la Russie et la guerre dans la Bande de Gaza, les enthousiastes militaires semblent ne plus avoir aucune limite. Le budget de l'armée est censé augmenter de 5,5 milliards à 10,5 milliards par année d'ici 2035. De plus, les conditions d'exportation de biens d'armement suisses devraient être fortement assouplies. Et certain-es politicien-nes bourgeois-es font tout pour freiner l'investissement dans la protection du climat. En 2021, ils et elles ont ainsi fortement participé au rejet de la Loi CO2. Selon ces personnes, les seules choses dignes de protection seraient l'industrie suisse de l'armement et notre prospérité. Le fait qu'il faudrait presque trois planètes si tout le monde vivait comme la population suisse ne semble pas les déranger. La mégateuf sur un yacht de luxe, armé-es jusqu'aux dents peut donc continuer - même si le navire est déjà en train de couler.

CURIOSITÉS

Le HS-30 : un projet d'armement pas comme les autres

Il existe différents genres de projets d'armement. Le blindé d'infanterie HS-30-Schützenpanzer est toutefois hors concurrence. DAVID CROLL

Après la Deuxième Guerre mondiale, la Bundeswehr allemande cherchait un véhicule permettant de transporter des soldats tout en tirant en même temps sur des cibles grâce à des canons de 20 mm. Le véhicule devait également pouvoir venir en aide aux chars d'assaut. C'est pour cette raison que l'armée allemande a préféré le HS-30 au M113 américain, sorte de *battle taxi*.

André Poniakowski, un ingénieur français sans diplôme, a présenté à la commission chargée de l'acquisition exactement ce que voulait la Bundeswehr. Après une démonstration à l'aide d'un modèle en bois et en carton, Hispano Suiza

(Suisse), une entreprise helvétique, a gagné l'appel d'offres. Cette entreprise fabriquait des camions, quelques types d'armes et même le légendaire Vélosorex... mais pas de véhicules blindés. Elle a donc sous-traité la fabrication de ces derniers auprès de filiales et partenaires en Grande-Bretagne, et ce sans que le gouvernement allemand n'en ait connaissance ou n'approuve cette décision.

La Bundeswehr a ensuite souhaité que des modifications soient apportées au HS-30. Les soldats ne pouvaient sortir que par une petite trappe située sur le toit, ce qui n'est pas idéal en cas d'attaque. C'est pourquoi chaque char d'assaut moderne a une porte à l'arrière du véhicule. Et comme les suspensions avaient été endommagées au cours de l'utilisation, la vitesse maximale que pouvait atteindre le HS-30 se situait entre 15 et 20 km/h. Le blindé était donc trop

lent pour accompagner les chars plus rapides. Par ailleurs, le moteur ne pouvait être réparé dans des ateliers mécaniques prévus à cet effet, et non pas sur le champ de bataille, car le véhicule n'était accessible que par le bas. Tout cela rendait le HS-30 plus lourd et plus lent que le M113 américain, l'option rejetée par la Bundeswehr à l'époque, et qui est toujours utilisée aujourd'hui.

Lorsque le Ministère de la défense a constaté les défauts, il a réduit la commande de 10'680 à 2'800 pièces en 1960. L'entreprise Hispano Suiza, elle, a reçu un dédommagement de 40 millions de deutschemark, alors qu'elle n'avait produit aucun des véhicules elle-même. Les 2'176 véhicules livrés au final ont assez rapidement été éliminés et seuls 20 ont pu ensuite être revendus au Pérou.

Mais ce n'est pas encore la fin de l'histoire : lorsqu'une commission parlementaire s'est in-

teressée à l'acquisition des HS-30, elle a découvert le versement d'un certain nombre de pots-de-vins. Parmi les bénéficiaires, un politicien de la CDU, qui avait reçu 300'000 marks et qui était décédé en 1957 dans un hôpital pour pauvres à Naples des suites de paludisme tropical, selon son certificat de décès. Ou encore, un médecin qui s'était suicidé en 1960. Du moins c'est ce qu'on croyait, jusqu'à ce que son corps soit exhumé et que l'on découvre qu'il avait été assassiné. Une troisième personne impliquée, un ancien maire CDU, avait été retrouvé mort dans le Lac de Constance en 1974. Selon lui, l'achat du HS-30 n'avait servi qu'à financer la campagne électorale de la CDU en 1957.

Sources : articles «HS-30» et «scandal du HS-30» sur la version allemande de Wikipedia, basés en grande partie sur des articles du Spiegel et du Zeit.

Merci, Anja et bienvenue, Noemi !

Nous sommes une organisation dynamique. Il est donc tout à fait normal qu'il y ait quelques changements au sein du secrétariat en ce début d'année. Nous accueillons donc Noemi Buzzi, qui reprendra le poste d'Anja Gada, qui a été très présente dans les médias ces dernières années.

Lorsqu'Anja Gada a rejoint l'équipe de Zurich en 2021, on disait d'elle dans le numéro 187 qu'elle avait une grande expérience dans l'organisation et la mise en oeuvre de campagnes. Très active dans la Grève du climat, elle possédait déjà des connaissances très variées, qu'elle a utilisé pendant deux ans et demi au profit du GSSA. Plus encore, elle a toujours volontiers partagé ces connaissances. Nous espérons qu'elle l'emportera avec elle là où elle ira et qu'elle aura pu ajouter quelques cordes à son arc au cours de son engagement pour le GSSA. Une chose est sûre : si on vous lance dans une campagne contre les F-35 dès votre entrée en poste, et à 19 ans qui plus est, plus rien ne vous fait peur. Les nom-

breuses qualités d'Anja nous manqueront et nous lui souhaitons un avenir politique un peu plus calme, mais non moins passionnant !

C'est **Noemi Buzzi** qui reprendra le poste d'Anja. Noemi a grandi à Locarno et parle italien, allemand, français, anglais, suédois et danois. Elle s'engage en tant que bénévole chez les Jeunes Vert-es, où elle fait partie du bureau depuis 2021. Elle est également présidente des Jeunes Vert-es du Tessin et a travaillé pour les Vert-es de ce même canton durant la campagne de 2023. Noemi a étudié les cultures scandinaves et le cinéma à l'Université de Zurich, des études qu'elle a terminées avec un Master en études cinématographiques l'année dernière. Elle a pu démontrer sa passion et ses connaissances pour le cinéma lors de différents festivals. Nous sommes très heureux-ses d'avoir une représentante de la Suisse italienne au sein du secrétariat en la personne de Noemi. Nous sommes certain-es que ses connaissances culturelles et politiques ne sauront que nous enrichir. Sur ce, *benvenuto, willkommen, bienvenue, welcome, välkommen et velkommen* Noemi.

GREGOR, les histoires de l'arme aventureuse



TALON DE COMMANDE

Nombre	Description	femme/homme	Couleur	Taille	Prix	Total
	T-Shirt «STOP nouveaux avions de combat»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «Quelle connerie la guerre»	Of Oh	noir	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	T-Shirt «If war is the answer....»	Of Oh	blanc	OS OM OL OXL	Fr. 28.-	
	Jeu de cartes GSSA				Fr. 5.-	
	Kit de survie				Fr. 60.-	
	Autocollant				gratuit	
	Briquet «L'armée ça tue, ça pollue, ça rend con!»				Fr. 2.-	
	Couteau de poche «GSSA»				Fr. 25.-	
	Drapeaux PACE				Fr. 12.-	
	Drapeaux PEACE				Fr. 12.-	
	Frais de port					Fr. 4.80
Somme totale de la facture						

Commande: **GSSA, CP 151, 1211 Genève 8, gssa@gssa.ch**

Nom _____

Prénom _____

Rue _____

No _____

NPA _____

Lieu _____

Tél. _____

E-mail _____